

ASSEMBLÉE NATIONALE
2 novembre 2022

PLF POUR 2023 - (N° 273)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° II-3254

présenté par
le Gouvernement

ARTICLE 36

Compléter le tableau de l'alinéa 2 par les 31 lignes suivantes :

Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	Travail et emploi	Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	Travail et emploi
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	Cohésion des territoires	Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	Cohésion des territoires
Paysages, eau et biodiversité	Écologie, développement et mobilité durables	Paysages, eau et biodiversité	Écologie, développement et mobilité durables
Concours spécifiques et administration	Relations avec les collectivités territoriales	Concours spécifiques et administration	Relations avec les collectivités territoriales
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	Cohésion des territoires	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	Cohésion des territoires
Enseignement scolaire public du premier degré	Enseignement scolaire	Enseignement scolaire public du premier degré	Enseignement scolaire
Enseignement scolaire public du second degré	Enseignement scolaire	Enseignement scolaire public du second degré	Enseignement scolaire
Fonction publique	Transformation et fonction publiques	Fonction publique	Transformation et fonction publiques
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales
Interventions territoriales de l'État	Cohésion des territoires	Interventions territoriales de l'État	Cohésion des territoires
Energie, climat et après-mines	Écologie, développement et mobilité durables	Energie, climat et après-mines	Écologie, développement et mobilité durables
Prévention des risques	Écologie, développement et mobilité durables	Prévention des risques	Écologie, développement et mobilité durables
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	Gestion des finances publiques	Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	Gestion des finances publiques
Statistiques et études économiques	Économie	Statistiques et études économiques	Économie
Conditions de vie outre-mer	Outre-Mer	Conditions de vie outre-mer	Outre-Mer
Coordination du travail gouvernemental	Direction de l'action du Gouvernement	Coordination du travail gouvernemental	Direction de l'action du Gouvernement
Sécurité civile	Sécurités	Sécurité civile	Sécurités
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Santé	Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	Santé
Affaires maritimes	Écologie, développement et mobilité durables	Affaires maritimes, pêche et aquaculture	Écologie, développement et mobilité durables
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Administration générale et territoriale de l'État	Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	Administration générale et territoriale de l'État
Dotations du Mécanisme européen de stabilité	Engagements financiers de l'État	Dotations du Mécanisme européen de stabilité	Engagements financiers de l'État
Sport	Sport, jeunesse et vie associative	Sport	Sport, jeunesse et vie associative
Conduite et pilotage de la politique de la justice	Justice	Conduite et pilotage de la politique de la justice	Justice
Écologie	Plan de relance	Écologie	Plan de relance
Compétitivité	Plan de relance	Compétitivité	Plan de relance
Cohésion	Plan de relance	Cohésion	Plan de relance
Transformation publique	Transformation et fonction publiques	Transformation publique	Transformation et fonction publiques
Administration territoriale de l'État	Administration générale et territoriale de l'État	Administration territoriale de l'État	Administration générale et territoriale de l'État
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022	Direction de l'action du Gouvernement	Coordination du travail gouvernemental	Direction de l'action du Gouvernement

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il est proposé d'ajouter à la liste des programmes faisant l'objet d'un déplafonnement de leurs reports de crédits 2022 au-delà du plafond de 3% les programmes suivants :

- « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » de la mission « Travail et emploi », au titre du financement des primes à l'apprentissage ;
- « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » de la mission « Cohésion des territoires », au titre du financement du plan tourisme ;
- « Paysages, eau et biodiversité » de la mission « Écologie, développement et mobilité durables », au titre du financement du plan « Tourisme » ;
- « Concours spécifiques et administration » de la mission « Relations avec les collectivités territoriales », en raison du soutien aux collectivités ayant souffert du passage de la tempête « Alex » ;
- « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » de la mission « Cohésion des territoires », compte tenu du décalage d'opérations de rénovation thermique du parc social ;
- « Enseignement scolaire public du premier degré » de la mission « Enseignement scolaire », au titre du financement du Fonds d'innovation pédagogique et permettre un soutien aux projets dès le début de la gestion 2023 ;
- « Enseignement scolaire public du second degré » de la mission « Enseignement scolaire », au titre du financement du Fonds d'innovation pédagogique en et permettre un soutien aux projets dès le début de la gestion 2023 ;
- « Fonction publique » de la mission « Transformation et fonction publiques », au titre du financement de l'apprentissage de la fonction publique territoriale et des dépenses d'investissement dans les restaurants interministériels administratifs ;
- « Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture » de la mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales », au titre du financement des mesures de soutien sectorielles destinées à pallier les conséquences économiques de la crise ukrainienne, de la filière porcine, et de la sécheresse ;
- « Interventions territoriales de l'État » de la mission « Cohésion des territoires », compte tenu du décalage d'opérations immobilières ;
- « Energie, climat et après-mines » de la mission « Écologie, développement et mobilité durables », en raison du financement du chèque énergie exceptionnel et de l'aide exceptionnelle sur les carburants ;
- « Prévention des risques » de la mission « Écologie, développement et mobilité durables », au titre du Fonds de prévention des risques naturels majeurs (Fonds Barnier) ;

-
- « Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation » de la mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales », au titre du financement des impacts sanitaires de la crise de l'influenza aviaire ;
 - « Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture » de la mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales », compte tenu des décalages d'opérations informatiques crédits destinées à l'optimisation de ses systèmes d'information et de l'évolution des outils ;
 - « Conduite et pilotage des politiques économiques et financières » de la mission « Gestion des finances publiques », compte tenu du décalage du versement d'une éventuelle indemnité sur l'année 2023 ;
 - « Statistiques et études économiques » de la mission « Economie », compte tenu du décalage en 2023 de projet immobiliers et informatiques ;
 - « Conditions de vie outre-mer » de la mission « Outre-mer », compte tenu du calendrier de décaissement des opérations de soutien à l'ingénierie des collectivités et des dispositifs relance ;
 - « Coordination du travail gouvernemental » de la mission « Direction de l'action du Gouvernement », compte tenu du décalage de projets pluriannuels notamment immobiliers et informatiques ;
 - « Sécurité civile » de la mission « Sécurités », au titre du financement des colonnes de renfort et du maintien en condition opérationnelle aéronautique ;
 - « Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins » de la mission « Santé », compte tenu du décalage d'opérations d'investissement dans le cadre de la forte mobilisation de l'équipe de l'agence de santé par la crise sanitaire depuis 2021 ;
 - « Affaires maritimes » de la mission « Écologie, développement et mobilité durables », au titre du financement du dispositif de soutien aux entreprises d'armement maritime ;
 - « Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur » de la mission « Administration générale et territoriale de l'État », compte tenu du décalage d'opérations numériques ;
 - « Dotation du mécanisme européen de stabilité » de la mission « Engagements financiers de l'État », au titre des intérêts perçus sur son capital placé auprès de la Banque de France, conformément au mécanisme européen de stabilité, et sous couvert de réciprocité ;
 - « Sport » de la mission « Sport, jeunesse et vie associative », au titre des dispositifs de la compensation de billetterie et du Pass sport ;
 - « Conduite et pilotage de la politique de la justice » de la mission « Justice », compte tenu du décalage en 2023 de projets informatiques et immobiliers ;
 - « Ecologie » de la mission « Plan de relance », compte tenu d'engagements qui pourraient être décalés en 2023, au regard notamment de la nature ou des modalités de mise en œuvre de certains dispositifs ;

- « Compétitivité » de la mission « Plan de relance » compte tenu d'engagements qui pourraient être décalés en 2023, au regard notamment de la nature ou des modalités de mise en œuvre de certains dispositifs ;
- « Cohésion » de la mission « Plan de relance » compte tenu d'engagements qui pourraient être décalés en 2023, au regard notamment de la nature ou des modalités de mise en œuvre de certains dispositifs ;
- « Transformation publique » de la mission « Transformation et fonction publiques », au titre de l'organisation de consultations dans le cadre du conseil national de la refondation et de l'animation des espaces France Service ;
- « Administration territoriale de l'Etat » de la mission « Administration générale et territoriale de l'État », compte tenu du décalage d'opérations immobilières dans le cadre de l'achèvement de la réforme de l'organisation territoriale de l'État ;
- « Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 » de la mission « Direction de l'action du Gouvernement », au bénéfice du programme 129 « Coordination du travail gouvernemental » relevant de la même mission, pour assurer les restes à payer relatifs à la PFUE ;